

PAR COURRIER ÉLECTRONIQUE

Le 5 avril 2018

**Objet : Demande d'accès aux documents – Décision**

V/Réf. : Plumitif – Cour du Québec, chambre de l'expropriation – Ville de Laval

N/Réf. : R-77644

Monsieur,

Conformément à la Loi sur l'accès aux documents des organismes publics et sur la protection des renseignements personnels (RLRQ, chapitre A-2.1, ci-après nommée « Loi sur l'accès »), nous avons traité votre demande d'accès reçue, le 15 mars dernier laquelle se lit comme suit :

*« J'ai besoin d'un plumitif dans les dossiers mentionnés ci-après. Il s'agit d'anciens dossiers, alors que la procédure s'effectuait à la Cour du Québec, chambre de l'expropriation. Comme le tribunal administratif est le cessionnaire des dossiers et documents de cette ex-chambre, nous nous adressons à vous. Je réfère au numéro de dossier de la Cour du Québec mentionné dans les avis d'expropriation concernés. Prenez note qu'il n'est pas possible via le palais de justice ou via Soquiz d'obtenir un plumitif de ces dossiers.*

1. 500-34-000954-881. Ville de Laval vs Pari Gardelaki
2. 500-34-001052-883. Ville de Laval vs Sylvia Weltman
3. 500-34-001039-880. Ville de Laval vs Eva Szasz
4. 500-34-001029-887. Ville de Laval vs Eugen Schwartz
5. 500-34-000968-887. Ville de Laval vs Anna Harachowska
6. 500-34-001004-884. Ville de Laval vs Eleanor Mayne
7. 500-34-001022-886. Ville de Laval vs Samuel Roeper » (sic)

... 2

## Décision

Nous donnons suite à votre demande. En effet, vous trouverez ci-joint le document en réponse à celle-ci. Prenez note que les numéros de dossiers auxquels vous faites référence ne figurent pas au plume, et ce, parce que certains dossiers d'expropriation du palais de justice de Montréal datant des années 1975 à 1988 ont été changés de juridiction pour diverses raisons notamment lorsqu'il y avait contestation.

## Recours

Conformément à l'article 51 de la Loi sur l'accès, nous vous informons que vous pouvez, en vertu de la section III du chapitre IV de cette loi (article 135 et suivants), faire une demande de révision à l'égard de cette décision en vous adressant à la Commission d'accès à l'information dans les trente (30) jours suivant la date de la présente décision. À cet effet, vous trouverez joint à la présente le document intitulé *Avis de recours*.

Nous vous prions d'agréer, Monsieur, l'expression de nos sentiments les meilleurs.



Marie-Claude Daraiche, avocate  
Responsable de l'accès aux documents

p. j. 2

Chapitre A-2.1

**LOI SUR L'ACCÈS AUX DOCUMENTS DES ORGANISMES PUBLICS ET SUR LA PROTECTION  
DES RENSEIGNEMENTS PERSONNELS**

[...]

**CHAPITRE I**

**APPLICATION ET INTERPRÉTATION**

1. La présente loi s'applique aux documents détenus par un organisme public dans l'exercice de ses fonctions, que leur conservation soit assurée par l'organisme public ou par un tiers.

Elle s'applique quelle que soit la forme de ces documents: écrite, graphique, sonore, visuelle, informatisée ou autre.

---

1982, c. 30, a. 1.

[...].

## AVIS DE RECOURS

### RÉVISION DEVANT LA COMMISSION D'ACCÈS À L'INFORMATION

#### a) POUVOIR

L'article 135 de la Loi prévoit qu'une personne peut, lorsque sa demande écrite a été refusée en tout ou en partie par le responsable de l'accès aux documents ou de la protection des renseignements personnels ou dans le cas où le délai prévu pour répondre est expiré, demander à la Commission d'accès à l'information de réviser cette décision.

La demande de révision doit être faite par écrit; elle peut exposer brièvement les raisons pour lesquelles la décision devrait être révisée (art. 137).

L'adresse de la Commission d'accès à l'information est la suivante :

#### QUÉBEC

525, boul. René-Lévesque Est  
Bureau 2.36  
Québec (Québec) G1R 5S9

Tél. : 418 528-7741  
Numéro sans frais : 1 888 528-7741  
Télécopieur : 418 529-3102

#### MONTRÉAL

500, boul. René-Lévesque Ouest  
Bureau 18.200  
Montréal (Québec) H2Z 1W7

Tél. : 514 873-4196  
Numéro sans frais : 1 888 528-7741  
Télécopieur : 514 844-6170

#### b) MOTIFS

Les motifs relatifs à la révision peuvent porter sur la décision, sur le délai de traitement de la demande, sur le mode d'accès à un document ou à un enregistrement, sur les frais exigibles ou sur l'application de l'article 9 (notes personnelles inscrites sur un document, esquisses, ébauches, brouillons, notes préparatoires ou autres documents de même nature qui ne sont pas considérés comme des documents d'un organisme public).

#### c) DÉLAIS

Les demandes de révision doivent être adressées à la Commission d'accès à l'information dans les trente (30) jours suivant la date de la décision ou de l'expiration du délai accordé au responsable pour répondre à une demande (art. 135).

La Loi prévoit spécifiquement que la Commission d'accès à l'information peut, pour motif raisonnable, relever le requérant du défaut de respecter le délai de trente (30) jours (art. 135).

## **APPEL DEVANT LA COUR DU QUÉBEC**

### **a) POUVOIR**

L'article 147 de la Loi sur l'accès stipule qu'une personne directement intéressée peut interjeter appel sur toute question de droit ou de compétence, devant le juge de la Cour du Québec, de la décision finale de la Commission, y compris une ordonnance de la Commission rendue au terme d'une enquête, ou, sur permission d'un juge de cette Cour, d'une décision interlocutoire à laquelle la décision finale ne pourra remédier.

### **b) DÉLAIS ET FRAIS**

L'article 149 de la Loi sur l'accès stipule que l'appel est formé par le dépôt auprès de la Cour du Québec d'un avis à cet effet précisant les questions de droit ou de compétence qui devraient être examinées en appel.

L'avis d'appel doit être déposé au greffe de la Cour du Québec dans les trente (30) jours qui suivent la date de la réception de la décision finale par les parties.

### **c) PROCÉDURE**

Selon l'article 151 de la Loi sur l'accès, l'avis d'appel doit être signifié aux parties et à la Commission dans les dix (10) jours de son dépôt au greffe de la Cour du Québec.

Le secrétaire de la Commission transmet au greffe, pour tenir lieu de dossier conjoint, un exemplaire de la décision contestée et les pièces de la contestation.

INDEX CIVIL ET APPEL  
VERSION PROVINCIALE PAR GREFFE

21-03-2018  
PAGE 1

	NO DOSSIER	DEMANDEUR / DEFENDEUR
1	500-05-001361-888	VILLE DE LAVAL GARDELAKI PARI & AL
2	500-05-001361-888	VILLE DE LAVAL GARDELAKI PARASKEFI HER & AL

CHOIX: GC03 NO:

SEQ:

FIN

FIN D'AFFICHAGE DE LA DEMANDE

DEM: VILLE DE LAVAL

AVO: DEVEAU AVOCATS

DEF: GARDELAKI PARI ET AL

AVO:

NAT. EXPROPRIATION

\$0,00

J M A NO

26-01-1988 1 DECLARATION DEPOT D'INDEMNITE

28-01-1988 2 DÉPOT

EXPROPRIATION

VILLE DE LAVAL

26-01-1988

\$3 610,00

164860

05-04-1989 3 P REQ DISTRIBUTION D'INDEMNITE

DEVEAU AVOCATS

SALLE 2.16 A 9H15

14-04-1989

06-04-1989 4 LISTE PIECES JUSTIFICATIVES

R1 A 6

17-04-1989 5 JUGT A VERIFIER SUR REQ

TRUDEL CLEMENT

14-04-1989

/003

CHOIX: GC01 NO:

SEQ:

SUITE:IP1  
OU FP8

PLUMITIF CIVIL  
500-05-001361-888

21-03-2018  
PAGE 2

J	M	A	NO		
27-04-1989			6	JUGEMENT TRUDEL CLEMENT 500-00-016081-894	14-04-1989
20-04-2001			7	DECLARATION DEPOT D'INDEMNITE	
23-04-2001			8	DÉPOT EXPROPRIATION 20-04-2001 0351472	VILLE DE LAVAL \$15 218,90
27-10-2004			9	COMPARUTION EN REPRISE D INSTANCE GARDELAKI PARASKEFI HER	KULIK SAM NON SIGNIFIE & PIECES
03-11-2004			10	JUGEMENT MALO JEAN YVES 500-00-017936-047	29-10-2004

CHOIX: GC01 NO:

SEQ:

FIN



INDEX CIVIL ET APPEL  
VERSION PROVINCIALE PAR GREFFE

21-03-2018  
PAGE 1

	NO DOSSIER	DEMANDEUR. / DEFENDEUR
1	500-05-003448-881	VILLE DE LAVAL HARACHIWSKA ANNE
2	500-05-005690-886	VILLE DE LAVAL HARACHIWSKA ANNA

CHOIX: GC03 NO:

SEQ:

FIN D'AFFICHAGE DE LA DEMANDE

FIN

DEM: VILLE DE LAVAL

AVO: DEVEAU AVOCATS

DEF: HARACHIWSKA ANNE

AVO:

NAT. EXPROPRIATION

\$0,00

J M A NO

14-03-1988 1 AVIS EXPROPRIATION

22-03-1988 2 DÉPOT

EXPROPRIATION

18-03-1988

165469

VILLE DE LAVAL

\$5 400,00

27-06-1988 3 JUGEMENT

MALO JEAN YVES

500-00-033839-886

22-07-1988

02-08-1988 4 ORDRE DE PAIEMENT

17-08-1988 5 MÉMOIRE DE FRAIS

\$142,00

28-03-1989 6 P REQ DISTRIBUTION D'INDEMNITE

DEVEAU AVOCATS

31-03-1989

SALLE 2.16 A 9H15

CHOIX: GC01 NO:

SEQ:

SUITE:IP1  
OU FP8

PLUMITIF CIVIL  
500-05-003448-881

21-03-2018  
PAGE 2

J M A NO  
29-03-1989 7  
19-04-1989 8

LISTE PIECES JUSTIFICATIVES  
JUGEMENT  
NOLIN JEAN CLAUDE  
500-00-014909-898

R1 A R6

31-03-1989

CHOIX: GC01 NO:

SEQ:

FIN

DEM: VILLE DE LAVAL

AVO: DEVEAU AVOCATS

DEF: HARACHIWSKA ANNA

AVO:

NAT. EXPROPRIATION

\$0,00

J M A NO

09-05-1988 1 DECLARATION DEPOT D'INDEMNITE

13-05-1988 2 DÉPOT

EXPROPRIATION

VILLE DE LAVAL

10-05-1988

\$4 160,00

171248

17-08-1988 3 JUGEMENT

MALO JEAN YVES

08-08-1988

500-00-036136-884

4 ORDRE DE PAIEMENT

5 MÉMOIRE DE FRAIS

\$141,00

CHOIX: GC01 NO:

SEQ:

FIN

INDEX CIVIL ET APPEL  
VERSION PROVINCIALE PAR GREFFE

21-03-2018  
PAGE 1

	NO DOSSIER	DEMANDEUR / DEFENDEUR
1	500-02-031935-880	GIROUX COTE BEIQUE INC MIGNEAULT ELOI
2	500-02-017935-888	PERRON MARCEL & AL MANES ELIAS & AL
3	500-05-003445-887	VILLE DE LAVAL MAYNE ELEANOR
4	500-12-173073-887	OUELLET FRANCOIS MEUNIER HELENE

CHOIX: GC03 NO:

SEQ:

FIN D'AFFICHAGE DE LA DEMANDE

FIN

DEM: VILLE DE LAVAL

AVO: DEVEAU AVOCATS

DEF: MAYNE ELEANOR

AVO:

NAT. EXPROPRIATION

\$0,00

J M A NO

14-03-1988 1 AVIS EXPROPRIATION

22-03-1988 2 DÉPOT

EXPROPRIATION

18-03-1988

165471

VILLE DE LAVAL

\$5 760,00

23-01-1989 3 ORDRE DE PAIEMENT

24-01-1989 4 JUGEMENT

GILL NICOLE

18-01-1989

500-00-001953-891

08-02-1989 5 MÉMOIRE DE FRAIS

\$88,00

05-04-1989 6 P REQ DISTRIBUTION D'INDEMNITE

DEVEAU AVOCATS

SALLE 2.16 A 9H15

14-04-1989

CHOIX: GC01 NO:

SEQ:

SUITE: IP1  
OU FP8

PLUMITIF CIVIL  
500-05-003445-887

21-03-2018  
PAGE 2

J	M	A	NO		
10-04-1989			7	LISTE PIECES JUSTIFICATIVES	R1 A R6
17-04-1989			8	JUGT A VERIFIER SUR REQ TRUDEL CLEMENT /006	14-04-1989
27-04-1989			9	JUGEMENT TRUDEL CLEMENT 500-00-016097-890	14-04-1989
27-10-1989			10	DEFENSE ANDRE LAVIGNE	AMENDEE ET COPIE

CHOIX: GC01 NO:

SEQ:

FIN

INDEX CIVIL ET APPEL  
VERSION PROVINCIALE PAR GREFFE

21-03-2018

PAGE 1

NO DOSSIER  
1 500-05-001504-883 DEMANDEUR / DEFENDEUR  
VILLE DE LAVAL  
ROEPER SAMUEL

CHOIX: GC03 NO:

SEQ:

FIN

FIN D'AFFICHAGE DE LA DEMANDE



DEM: VILLE DE LAVAL

AVO: DEVEAU AVOCATS

DEF: ROEPER SAMUEL

AVO:

NAT. EXPROPRIATION

\$0,00

J M A NO

28-01-1988 1 DECLARATION DEPOT D'INDEMNITE

29-01-1988 2 DÉPOT

EXPROPRIATION

VILLE DE LAVAL

28-01-1988

\$4 630,00

165120

19-05-1988 3 JUGEMENT

MALO JEAN YVES

16-05-1988

500-00-023812-885

27-05-1988 4 ORDRE DE PAIEMENT

05-04-1989 5 P REQ DISTRIBUTION D'INDEMNITE

DEVEAU AVOCATS

SALLE 2.16 A 9H15

14-04-1989

06-04-1989 6 LISTE PIECES JUSTIFICATIVES

R1 A 6

CHOIX: GC01 NO:

SEQ:

SUITE:IP1  
OU FP8

J	M	A	NO		
17-04-1989			7	JUGT A VERIFIER SUR REQ TRUDEL CLEMENT /005	14-04-1989
27-04-1989			8	JUGEMENT TRUDEL CLEMENT 500-00-016083-890	14-04-1989

CHOIX: GC01 NO:

SEQ:

FIN

INDEX CIVIL ET APPEL  
VERSION PROVINCIALE PAR GREFFE

21-03-2018  
PAGE 1

NO DOSSIER  
1 500-05-003447-883 DEMANDEUR / DEFENDEUR  
VILLE DE LAVAL  
SCHWARTZ EUGEN & AL

CHOIX: GC03 NO:

SEQ:

FIN D'AFFICHAGE DE LA DEMANDE

FIN

DEM: VILLE DE LAVAL

AVO: DEVEAU AVOCATS

DEF: SCHWARTZ SARAH HER ET AL

AVO:

NAT. EXPROPRIATION

\$0,00

J M A NO

14-03-1988 1 AVIS EXPROPRIATION

22-03-1988 2 DÉPOT

EXPROPRIATION

VILLE DE LAVAL

18-03-1988

\$23 420,00

165472

06-07-1988 3 LISTE PIECES JUSTIFICATIVES

R 1

4 REQ RETIRER DEPOT

12-09-1988 5 PIÈCES

EN LIASSE

28-09-1988 6 JUGEMENT

MALO JEAN YVES

21-09-1988

500-00-041654-889

29-09-1988 7 ORDRE DE PAIEMENT

07-12-1988 8 MÉMOIRE DE FRAIS

\$117,00

CHOIX: GC01 NO:

SEQ:

SUITE:IP1  
OU FP8

J	M	A	NO			
24-02-1989			9	P	REQUETE DEVEAU AVOCATS 01-03-1989	TRANSFERER INDEMNITE PROVISION SALLE 2.16 A 9H15
01-03-1989			10		LISTE PIECES JUSTIFICATIVES	R1 A R6
02-03-1989			11		REQ ACCORDEE/ACCUEILLIE MELANCON VICTOR /009	01-03-1989
29-03-1989			12		JUGEMENT MELANCON VICTOR 500-00-011265-898	01-03-1989
08-11-2001			13		AVIS PRODUCTION INDEMNITE FINALE	INDEMNITE INDEMNITE FINALE
09-11-2001			14		AVIS PRODUCTION	
			15		DÉPOT EXPROPRIATION 08-11-2001 0366326	VILLE DE LAVAL \$101 997,29

CHOIX: GC01 NO:

SEQ:

SUITE:IP1  
OU FP8

J	M	A	NO		
11-12-2001			16	COMPARUTION EN REPRISE D INSTANCE GRANT EUGENE M	BELANGER SAUVE S E N C R L NON SIGNIFIE
			16	COMPARUTION EN REPRISE D INSTANCE WEINBERG SEYMOUR	BELANGER SAUVE S E N C R L NON SIGNIFIE
			16	COMPARUTION EN REPRISE D INSTANCE MAYER LASKER YISROEL	BELANGER SAUVE S E N C R L NON SIGNIFIE
17-12-2001			17	JUGEMENT MALO JEAN YVES 500-00-022176-019	11-12-2001
20-09-2002			18	MÉMOIRE DE FRAIS	\$110,00

CHOIX: GC01 NO:

SEQ:

FIN

INDEX CIVIL ET APPEL  
VERSION PROVINCIALE PAR GREFFE  
DEMANDEUR / DEFENDEUR  
VILLE DE LAVAL  
SZASZ EVA

21-03-2018  
PAGE 1

NO DOSSIER  
1 500-05-001509-882

CHOIX: GC03 NO:

SEQ:

FIN D'AFFICHAGE DE LA DEMANDE

FIN

DEM: VILLE DE LAVAL

AVO: DEVEAU AVOCATS

DEF: SZASZ EVA

AVO:

NAT. EXPROPRIATION

\$0,00

J M A NO

28-01-1988 1 DECLARATION DEPOT D'INDEMNITE

29-01-1988 2 DÉPOT

EXPROPRIATION

VILLE DE LAVAL

28-01-1988

\$6 260,00

165126

14-06-1988 3 LISTE PIECES JUSTIFICATIVES R1

4 REQ DISTRIBUTION D'INDEMNITE

27-06-1988 5 JUGEMENT

MALO JEAN YVES

20-07-1988

500-00-033790-881

02-08-1988 6 ORDRE DE PAIEMENT

23-08-1988 7 MÉMOIRE DE FRAIS

\$97,00

CHOIX: GC01 NO:

SEQ:

SUITE:IP1  
OU FP8



J	M	A	NO			
24-02-1989			8	P	REQUETE DEVEAU AVOCATS 01-03-1989	TRANSFERER INDEMNITE PROVISION SALLE 2.16 A 9H15
01-03-1989			9		LISTE PIECES JUSTIFICATIVES	R1 A R6
02-03-1989			10		REQ ACCORDEE/ACCUEILLIE MELANCON VICTOR /008	01-03-1989
23-03-1989			11		JUGEMENT MELANCON VICTOR 500-00-010944-899	01-03-1989

CHOIX: GC01 NO:

SEQ:

FIN

INDEX CIVIL ET APPEL  
VERSION PROVINCIALE PAR GREFFE

21-03-2018  
PAGE 1

NO DOSSIER  
1 500-05-001511-888 DEMANDEUR / DEFENDEUR  
VILLE DE LAVAL  
WELTMAN SYLVIA

CHOIX: GC03 NO:

SEQ:

FIN D'AFFICHAGE DE LA DEMANDE

FIN

DEM: VILLE DE LAVAL

AVO: DEVEAU AVOCATS

DEF: WELTMAN SYLVIA

AVO:

NAT. EXPROPRIATION

\$0,00

J M A NO

28-01-1988 1 DECLARATION DEPOT D'INDEMNITE

29-01-1988 2 DÉPOT

EXPROPRIATION

VILLE DE LAVAL

28-01-1988

\$21 990,00

165128

24-01-1989 3 JUGEMENT

MALO JEAN YVES

19-01-1989

500-00-001957-892

01-02-1989 4 ORDRE DE PAIEMENT

02-02-1989 5 MÉMOIRE DE FRAIS

\$394,00

28-03-1989 6 P REQ DISTRIBUTION D'INDEMNITE

DEVEAU AVOCATS

SALLE 2.16 A 9H15

31-03-1989

CHOIX: GC01 NO:

SEQ:

SUITE:IP1  
OU FP8

PLUMITIF CIVIL  
500-05-001511-888

21-03-2018  
PAGE 2

J	M	A	NO		
29-03-1989			7	LISTE PIECES JUSTIFICATIVES	R1 A R6
19-04-1989			8	JUGEMENT	
				NOLIN JEAN CLAUDE	31-03-1989
				500-00-014968-894	

CHOIX: GC01 NO:

SEQ:

FIN